

N°1023

du 19
MAI
2017



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4

Pour une économie
nationale compétitive

**Rendre
le compte courant
structurellement
moins déficitaire**

P.3

Transformer la gouvernance et l'administration publique au Togo

Le vieux combat que veut gagner Selom Klassou

P.2

Dédicace

"Ces fous de la religion"
par Nikabou Gmakagni

P.5

Football / Nécrologie

**Essoyaba Boukpassi
s'en est allé**



Komi Selom Klassou, P.M., Chef du gouvernement

P.6

Étalé jusqu'en 2020

**Le nouveau cadre de
partenariat Banque
mondiale-Togo approuvé**

P.7

Réformes dans le secteur de l'Artisanat

**Les nouveaux textes
visités par les préfets**

Participons tous à la réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en déposant nos suggestions sur :

www.reformes-togo.com

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

Cette larve dévore les plastiques
les plus résistants

Une scientifique, qui est aussi apicultrice, a découvert que la larve d'un parasite qui s'attaque à la cire des ruches, est friande des matières plastiques. C'est plutôt une bonne nouvelle pour la lutte contre les déchets en plastique qui pullulent, avec une croissance exponentielle, dans les sols et les océans.

Voici quelques jours, nous apprenions par le CNRS et une étude publiée dans Science Advances que l'océan Arctique est lui aussi touché par les déchets de plastique. Il y en aurait plusieurs centaines de tonnes, voire plus, éparpillés en 300 milliards de petits fragments, pour la plupart de la taille d'un grain de riz. "Nous assistons peut-être à la formation d'une autre poubelle de la planète, sans comprendre totalement les risques encourus pour la faune et la flore locales" interpellait Maria-Luiza Pedrotti du CNRS.

Dans le monde, chaque année, selon une étude de 2015, ce sont 8 millions de tonnes de polymères qui arrivent dans les océans. Ces déchets réduits en petits morceaux pullulent et nuisent considérablement aux écosystèmes marins. Ainsi, ce serait quelque 110 millions de tonnes qui s'accumuleraient à présent dans ce milieu.

Parmi les plus répandus, le polyéthylène (80 millions de tonnes produites dans le monde chaque année), très utilisé pour les emballages, est le plus résistant. Représentant 40 % de la demande des produits en matière plastique en Europe, il lui faut pas moins d'un siècle pour se dégrader dans la nature (400 ans pour les plus durs). Cependant, des produits très corrosifs comme l'acide nitrique en viennent à bout en quelques mois. Mais il y aurait encore mieux : *Galleria mellonella*, plus connue sous le nom de larve de la fausse teigne de la cire. Elle a de bonnes chances de devenir l'ennemi numéro un du polyéthylène.

Une larve d'un parasite à l'appétit vorace

La larve de ce papillon est plutôt très répandue. Elle est souvent employée comme appât dans la pêche et on la rencontre dans les ruches où elle se délecte de la cire. Federica Bertocchini, du Centre espagnol de la recherche nationale (CSIC) et apicultrice amateur, avait remarqué à plusieurs reprises que les sacs en plastique dans lesquels elle mettait la cire ravagée par ce parasite se retrouvaient rapidement criblés de trous. La scientifique a alors tenté l'expérience en laboratoire avec différentes matières plastiques et, à chaque fois, les larves les réduisaient en peau de chagrin en un temps record.

Par exemple, sur un plastique venant d'un supermarché britannique, elle a pu constater avec son équipe qu'une centaine de larves l'avaient dégradé significativement en moins d'une heure. En 12 heures, il avait perdu 92 mg. C'est une énorme performance : en 2016, une bactérie réussissait au mieux à réduire certains plastiques de 0,13 mg... en 24 heures.

Dans leur article publié le 24 avril dans la revue *Current Biology*, les chercheurs estiment que la larve ne fait pas que les ingérer, elle les transforme déjà chimiquement dans leur salive. "L'une des prochaines étapes sera de tenter d'identifier [cette réaction] et de déterminer comment isoler la ou les enzymes responsables", écrivent-ils.

"S'il s'agit d'une simple enzyme, on pourra alors la fabriquer à une échelle industrielle grâce à la biotechnologie", s'enthousiasme Paolo Bombelli (université de Cambridge), qui a cosigné ces recherches. Cette découverte représente effectivement un grand espoir pour faire disparaître en quantité ces déchets répandus sur Terre et dans les océans.

Des chercheurs rendent les os
d'une souris transparents

Des scientifiques ont trouvé un moyen de rendre des os de souris quasiment invisibles. Cette innovation technique, inapplicable aux organismes vivants, ouvre la possibilité de mieux étudier certaines maladies touchant le squelette humain.

L'os est impliqué dans des processus physiologiques importants, comme l'hématopoïèse (formation des cellules sanguines) et la croissance. Notre squelette est constitué de cellules vivantes enrobées dans une matrice extracellulaire minéralisée. Ces cellules construisent et remodelent l'os. Mais jusqu'à présent, observer ce qui se passe à l'intérieur de l'os n'était pas évident. Dans un article paru dans *Science Translational Medicine*, une équipe de l'institut Caltech (Pasadena) décrit la technique qu'elle a mise au point sur des os de souris pour les rendre transparents.

Cette nouvelle méthode est basée sur une technique développée en 2013 et appelée Clarity (Clear Lipid-exchanged Acrylamide-hybridized Rigid Imaging/Immunostaining/In situ Hybridization-compatible Tissue Hydrogel). À l'origine (voir l'article au bas de ce numéro), Clarity a été imaginée pour voir à l'intérieur de tissus mous comme le cerveau. Mais avec quelques étapes supplémentaires, l'équipe l'a adaptée aux os.

Des cellules visibles dans le tibia ou le fémur de souris transgéniques
La technique consiste à retirer des minéraux sans détruire les cellules; elle utilise des produits chimiques qui font partir les graisses et les résidus de sang qui pourraient gêner l'observation des cellules. Pour tester l'efficacité de ces traitements, les chercheurs ont voulu visualiser des cellules fluorescentes dans le tibia, le fémur et la colonne vertébrale de souris transgéniques. Au bout de 28 jours, ils ont ainsi pu voir ces cellules fluorescentes.

La technique développée n'est pas utilisable sur un organisme vivant; elle devra ensuite être adaptée à des os humains. Les produits chimiques mettront probablement plus de temps à diffuser dans ces os plus longs, qu'il faudra peut-être couper en petits morceaux.

Concert/Institut Français du Togo

Kaporal Wisdom : "demain il fera beau"

Kaporal Wisdom est une figure majeure de la scène musicale togolaise. Découvert en 2004, il a fait le tour des scènes slam comme Derygba Slam, Bk Slam, Bissap Philo, Parolier du terroir, l'assise du slam, Jeudi jeu dit et d'autres encore.

Kaporal Wisdom a été primé aux "All musikaward" en 2015 et 2016 dans la catégorie messenger parolier, puis élevé au rang de "héros" dans la deuxième édition de "The heroes", événement qui prime les artistes qui ont marqué la scène togolaise au cours de l'année écoulée.

Soldat du changement de mentalité la majorité de ses textes exhorte la jeunesse à adopté un meilleur comportement : "L'ave-

nir n'appartient pas à la jeunesse; l'avenir c'est la jeunesse".

Les chansons de l'album ont un public cible : celui des marchés et des églises. "J'irai dans les marchés, dans les églises pour apporter mon slam au plus grand nombre des Togolais. Ceux qui sont dans les marchés, c'est encore eux qui se retrouvent dans les églises et ce qu'ils croient, c'est ce qu'on leur dit dans les églises. J'irai proclamer mon slam pour eux", confie Kaporal.

Le slam est une poésie déclamée sur fond musical, ou non. Art d'expression orale populaire, il se pratique généralement dans des lieux publics, sous forme de scènes ouvertes et de tournois.



Artiste engagé sur le plan social et environnemental, il sera en concert à l'Institut Français du Togo afin de mobiliser des dons de fournitures scolaires.

Les dons seront distribués aux orphelins dans 12 villages au

Togo en raison de 2 villages par région à la rentrée prochaine. Ce concert verra la participation de Gopal Das du Bénin et Balim's 1er du Burkina Faso.

Tarif: 1000 Fcfa + un paquet de cahier

Dédicace

"Ces fous de la religion" par Nikabou Gmakagni

La prolifération des sectes religieuses et son corollaire, l'extrémisme qui l'accompagne, ont été au cœur de la présentation de "Ces fous de la religion", le dernier roman du Docteur Nikabou Gmakagni à l'Université de Lomé mercredi dernier.

Le roman jette une lumière vive sur le paradoxe chez une population jeune africaine, dont la quête identitaire dans une Afrique tourmentée les écarte souvent des religions traditionnelles pour se vouer avec intolérance aux religions importées.



À travers cette fiction, Nikabou Gmakagni interroge les fondements religieux et idéologiques qui servent d'étendards aux extrémis-

tes africains. Véritable appel à la tolérance, les épineux tabous soulevés dans ce roman sont habilement traités par l'auteur. Pourquoi nous entretenir sauvagement alors que nous adorons tous le même Dieu ? Par cette interrogation, le professeur Nikabou nous exhorte à une réelle tolérance, au dialogue des religions et des cultures.

Résumé de la quatrième de couverture :

"Quiconque tue, soi-disant à mon nom, finira dans l'enfer comme Lucifer et ses anges témeraires. Il n'existe pas de paradis pour ceux qui ont les mains souillées de sang du djihad et de la croisade. En vérité, tous ces fous de la religion et non de moi,

périront gratuitement et sans honneur. Je ne parraine pas les carnages désolants contre l'humanité, ma précieuse création. Bénis soient ceux qui respectent la vie sacrée de l'être humain que j'ai créé à mon image."

Des années durant, la famille D'langbal a vécu en paix, au rythme des rites animistes Bassar, en parfaite harmonie avec la nature. Lorsque le père décède, son fils aîné, Nayékou, se convertit brusquement au christianisme dans l'espoir de trouver guérison à sa maladie. Il se radicalise dans le christianisme et méprise ses frères. B'ndia, le deuxième fils, se fait endoctriner par un imam salafiste et devient plus radical que son mentor. Il tente violemment de contraindre sa famille à se convertir à l'islam et termine sa vie dans une tragédie sanglante.

Après un doctorat en Lettres et Sciences humaines à l'Université de Lomé, Nikabou Gmakagni, universitaire, évolue dans les milieux de l'entreprise, de l'enseignement supérieur, du marketing et de la communication.

Appel à candidatures

Goethe-Institut Togo :
Programmation artistique
et culturelle 2017

Le Goethe-Institut à Lomé porte à la connaissance des artistes, associations d'artistes, galéristes, commissaires d'exposition, directeurs de festivals et autres promoteurs culturels ainsi que le public qu'il lance, pour le compte de l'année 2017, un second appel à projets en vue de la sélection des projets artistiques et culturels à promouvoir par l'institut au cours de la période d'août à novembre 2017.

Cet appel concerne la diffusion ou la présentation des créations artistiques dans le domaine des arts de la scène (théâtre, conte, danse, musique), des arts visuels (peinture, sculpture, design, photo, dessin), de la littérature et du cinéma.

À la suite de l'appel à projets, un comité composé de professionnels de l'art et de la culture se réunira pour sélectionner les projets qui seront soutenus par le Goethe-Institut au cours de la période définie.

Par conséquent, le Goethe-Institut invite les personnes et organisations intéressées à prendre connaissance des modalités de participation en téléchargeant les termes de référence de l'appel à projets ainsi que le formulaire de candidature sur son site Internet : www.goethe.de/togo

Les artistes ayant soumis des dossiers par différentes voies au cours des derniers mois, qui n'ont pas eu de suite et qui répondent aux critères de sélection, peuvent à nouveau soumettre leur dossier dans le cadre du présent appel à projets.

Le Goethe-Institut rappelle qu'il ne fait pas de sponsoring, qu'il travaille sur la base d'un partenariat et qu'aucune suite ne sera donnée aux demandes de sponsoring.

Le délai d'envoi des dossiers dans le cadre de l'appel à candidature en cours est fixé au dimanche 11 juin 2017.



Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

Transformer la gouvernance et l'administration publique au Togo

Le vieux combat que veut gagner Selom Klassou

Late Pater

Abordant un échec qui était, déjà, répétitif, le Premier ministre de l'époque, Komlan Mally, avait passé une communication, lors du conseil des ministres du 29 janvier 2008, relative à l'absorption des crédits destinés au financement des projets par les ressources externes. Le gouvernement ayant constaté, après une évaluation, que plusieurs projets initiés par le pays avec le concours de ses partenaires n'ont pas toujours été menés à terme. « Ces projets ont induit peu d'effets au regard de ce qu'on aurait dû attendre des politiques de développement mises en œuvre. Ces résultats insuffisants et les échecs relevés s'expliquent surtout par la faible capacité d'absorption des crédits alloués au titre des ressources externes. Selon les estimations du gouvernement, le taux d'absorption de ces crédits externes se situe entre 50% et 60%. Les difficultés à dégager les fonds de contrepartie sur les ressources limitées de l'Etat expliquent également la situation. A tout ceci s'ajoutent la non-maîtrise des procédures de mise en œuvre des projets et la lenteur administrative », disait-il. En clair, des crédits accordés ne sont pas consommés, dans un pays où la pauvreté est ambiante et tout est priorité.

En 2008, des solutions avaient été brandies. La contrepartie de l'Etat, exigée par les bailleurs de fonds avant tout décaissement et destinée à financer le fonctionnement de la cellule de gestion des projets financés, est souvent



Les ministres étaient face au Chef du gouvernement Selom Klassou (micro)

source de blocage des décaissements des crédits. Pour remédier à cette situation, le gouvernement voulait dorénavant constituer des provisions mensuelles ; il prévoyait, à terme, la mise en place d'un cadre harmonisé de suivi financier de tous les projets financés. En ce qui concerne la non-maîtrise des procédures, les autorités préoyaient investir dans la formation des cadres chargés d'exécuter des projets. Enfin, face à la lenteur administrative, le gouvernement estimait qu'il faut impliquer davantage les responsables intervenant dans le traitement administratif des dossiers ; souhaitait doter les ministères d'outils performants de gestion qui doivent leur permettre de suivre l'évolution des projets afin de prendre des mesures idoines pour leur aboutissement. A cette fin, il était prévu de créer un comité interministériel de suivi des projets dont les missions sont exécutées au niveau de chaque département par un comité de suivi doté de moyens pour assurer les contrôles techniques spécifiques

qui leur seront confiés ; ces comités doivent, par trimestre, adresser aux autorités un rapport sur l'état d'exécution de chaque projet en y relatant les difficultés.

Neuf ans viennent de s'écouler et on en arrive à ce 16 mai 2017. Le Premier ministre Selom Klassou tient un séminaire gouvernemental. Et des mots reviennent ! « Tout ceci entraîne, malheureusement, les faibles taux de consommation des ressources budgétaires allouées », déclare-t-il, au milieu des ministres, partenaires, membres de la société civile, du secteur privé... Voici les causes : « les acquis macroéconomiques et sociaux restent insuffisants pour réduire plus sensiblement la pauvreté et fournir durablement, et de manière satisfaisante, les services de base à la population. Les évaluations successives de la mise en œuvre des stratégies nationales de développement ont montré que des résultats nettement meilleurs auraient pu être enregistrés si un certain nombre de contraintes étaient levées. Parmi ces con-



traintes, l'un des facteurs les plus indexés de manière constante est la faiblesse des capacités. Celle-ci se traduit, entre autres, en lien avec la mise en œuvre des politiques de développement, par l'inexistence de politiques dans certains secteurs de développement, la non maturité de nombre de programmes et projets inscrits dans les actions prioritaires, l'alignement insuffisant du budget sur les priorités, le fonctionnement inadéquat des structures de planification, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques publiques, etc. ».

Et le locataire de la Primature trouve vite l'origine : les difficultés majeures au cours de la période 1990-2005, aggravées par la réduction drastique de l'aide publique au développement et entraînant un fort désinvestissement dans tous les secteurs ; la faiblesse des capacités humaines et organisationnelles, marquée par l'insuffisance des effectifs et le déséquilibre de leur structure catégorielle, par l'absence ou l'insuffisance de certaines compéten-

ces spécifiques susceptibles d'influer sur les propositions d'actions prioritaires ayant un potentiel impact élevé sur l'efficacité opérationnelle attendue, par l'inadéquation entre les missions et les textes organisant les administrations et les institutions, l'inapplication exhaustive des textes existants, l'absence de manuels de procédures écrites pour guider les acteurs de l'administration publique, la relative faiblesse des ressources matérielles et logistiques. De façon élargie, on y ajoute les comportements déviants qui s'observent à tous les niveaux de la hiérarchie administrative : la mauvaise perception de la chose étatique, l'absence injustifiée et répétée, la lenteur dans le traitement des dossiers, la culture de la routine, l'irrespect de la hiérarchie, etc. « Or, la fonction publique est conçue comme étant l'ensemble des personnes physiques exerçant leurs activités professionnelles au sein des services publics dans un but d'intérêt général où l'usager du service public c'est-à-dire le citoyen est en droit

d'attendre des prestations de qualité », rappelle Selom Klassou.

L'aide publique est de retour. On peut alors rétorquer à tout ceci que, pourtant, les initiatives n'ont pas manqué sur les 10 dernières années. Des centaines de millions de francs Cfa sont injectés dans des formations et renforcements de capacités tous azimuts et des missions de stage à l'étranger, aux frais du pays. Entre-temps, le fameux projet Avançons Tous ENSEMBLE (ATENS) s'y est ajouté avec l'objectif de renforcer les capacités managériales des cadres des ministères afin de mettre en place une culture du résultat dans les administrations du Togo, rétablir un niveau de qualité, d'éthique et de déontologie, et replacer l'homme au cœur du système administratif. De quoi disposer désormais d'une administration responsable, crédible et performante. Nenni ! On s'efforce à ramener l'exécution des projets à sa personne, à sa société-écran ; les travaux sont mal faits mais on s'est enrichi. On préfère travailler en vase clos, dos tourné au collègue, dès que le dossier a une ramification financière. Chaque ministère veut plus travailler seul afin de « manger » seul. On tient tête aux partenaires qui ne veulent pas se laisser berner, même si tout peut être bloqué à cause du non respect des procédures des partenaires. Alors que les bailleurs ont une exigence de temps pour les décaissements. Aujourd'hui, on constate encore que l'administration publique togolaise est improductive par la culture du laxisme. C'est l'échec au bout de la chaîne !

Dans l'espoir d'une suite favorable, il faut oser croire, avec le Premier ministre, que cette dernière assise n'est pas une rencontre de plus ; que l'administration publique doit rompre avec la routine pour devenir pragmatique ; qu'il faut passer d'une administration de moyens à une administration de missions, donc de résultats.

A rappeler que le thème de la première phase du séminaire gouvernemental est « transformer la gouvernance et l'administration publique au Togo pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable ». Le séminaire s'est poursuivi dans sa seconde phase les 17 et 18 mai 2017, avec les directeurs de cabinet, les secrétaires généraux des ministères et des hauts fonctionnaires. A terme, une synthèse des approches de solutions existantes sera faite pour élaborer une feuille de route capable de sortir le Togo des sentiers battus.

Au profit de l'Enseignement supérieur, en Sciences et Ingénierie

La BID appuie le Togo avec environ 5,9 milliards de francs Cfa

Late Pater

En qualité de gouverneur de la Banque islamique de développement (BID), le ministre togolais de l'Economie et des finances, Sani Yaya, est à Djeddah (Arabie Saoudite) pour la 42^{ème} réunion annuelle de l'institution, du 14 au 18 mai 2017. En marge des travaux, il a signé, ce 18 mai 2017, l'accord de financement au profit de l'enseignement supérieur au Togo. De façon concrète, cet accord rentre dans le cadre du projet d'appui à l'enseignement supérieur, en sciences et en ingénierie, et va profiter aux deux universités publiques du pays, Lomé et Kara.

Le projet a plusieurs composantes notamment la mise à niveau de l'infrastructure physique institutionnelle ; l'amélioration de la compétitivité et la pertinence dans l'en-

seignement supérieur, puis l'appui à la gestion du projet. La première composante financera la mise à niveau de 16 laboratoires pédagogiques, y compris la réhabilitation de l'extension des travaux dans les universités ; la construction et équipement du laboratoire central de recherche, qui abritera des fonctions de recherche et d'enseignement en chimie environnementale et autres ; l'acquisition des équipements scientifiques ; l'acquisition de mobilier, etc.

La seconde s'intéressera au développement du personnel notamment le financement des programmes de formation ; fournira des subventions de recherche-développement afin de renforcer la capacité des universités et du personnel de recherche ; examinera les programmes d'enseignement en sciences et en ingénierie dans



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances à la réunion de la BID le cadre du système LMD en cours, tout en finançant le développement, la modernisation et l'adoption des programmes d'enseignement et de matériels en sciences et en ingénierie...

Enfin, la troisième composante consistera en un appui à la gestion

des 57 pays membres de la BID à adapter l'éducation aux exigences du marché du travail. Durant les 43 dernières années, la BID a largement contribué au développement de l'éducation dans de nombreux pays. Récemment, elle s'est encore illustrée avec la création d'un institut de recherche et d'études médicales à Jakarta (Indonésie), le financement d'initiatives liées à l'éducation au Sénégal et en Somalie, l'installation d'équipements électroniques pédagogiques pour 2 millions d'enfants en Syrie et la participation à la reconstruction d'écoles au Togo et au Tadjikistan.

A juste titre, le thème de cette 42^{ème} réunion est « L'autonomisation économique des jeunes ». A Djeddah, la réunion annuelle offre l'occasion d'exami-

ner les voies et moyens d'aider les 57 pays membres de la BID à adapter l'éducation aux exigences du marché du travail. Durant les 43 dernières années, la BID a largement contribué au développement de l'éducation dans de nombreux pays. Récemment, elle s'est encore illustrée avec la création d'un institut de recherche et d'études médicales à Jakarta (Indonésie), le financement d'initiatives liées à l'éducation au Sénégal et en Somalie, l'installation d'équipements électroniques pédagogiques pour 2 millions d'enfants en Syrie et la participation à la reconstruction d'écoles au Togo et au Tadjikistan.

A rappeler que la BID avait accordé au Togo, en janvier 2016, des financements concessionnels d'un montant total de 194 millions de dollars.

Pour une économie nationale compétitive

Rendre le compte courant structurellement moins déficitaire

Jean Afolabi

L'économie togolaise a des difficultés pour se positionner à l'extérieur. Les causes sont plus internes qu'externes, signifiant que des efforts, que l'on repousse sans cesse, doivent être courageusement faits pour sauver le pays. Ce tableau a été, encore une fois, projeté lors de la Journée de diffusion des comptes extérieurs du Togo au titre de l'année 2015, organisée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO - Agence du Togo) ce 18 mai 2017 à Lomé. Et ce, autour du thème central « Commerce extérieur dans les pays membres de l'Uemoa en 2015 : évolution et perspectives ». Aussi apprend-on que l'économie mondiale a évolué en 2015 dans un environ-

nement économique et financier caractérisé par une décélération, avec un taux de croissance économique à 3,1%. Au plan national, la situation économique a été marquée par la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base, notamment routières, ainsi que des travaux de construction d'une nouvelle aérogare à l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé, d'un port de transbordement et d'une darse au Port autonome de Lomé. La campagne agricole a été relativement satisfaisante, soutenue par la poursuite de la mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA). Dans ce contexte, la balance des paiements du Togo a enregistré en 2015 un excédent de 114.995 millions contre un déficit de 76.490 millions en 2014. Cette évolution résulte d'un endettement net de 235.317 millions du compte financier et d'une hausse de 1.856 millions de l'excédent du compte de capital, atténués par la dégradation de 46.190 millions du déficit courant. Le déficit courant hors dons publics rapporté au PIB se situe à 13,1% contre 12,1% en 2014, en liaison notamment avec la hausse du déficit de la balance commerciale.

Le déficit du solde des transactions courantes s'est aggravé de 46.190 millions, en passant de 226.373 millions en 2014 à 272.563 millions en 2015, du fait de la dégradation de 39,3% de la balance commerciale.

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 159.393 millions contre 157.538 millions en 2014, soit une hausse de 1,2%, en liaison essentiellement avec la progression des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements. Ainsi, les échanges



Kossi Ténou, Directeur national de la BCEAO

avec l'extérieur se sont soldés en 2015 par un besoin de financement de 113.171 millions, couvert par les opérations financières.

En effet, le compte financier a enregistré en 2015 des entrées nettes de capitaux à hauteur de 225.472 millions contre des sorties nettes de 9.845 millions, en ligne avec l'évolution des investissements directs et de portefeuille. Les transactions extérieures se sont soldées, en 2015, par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 114.995 millions, en relation avec l'augmentation de 119.330 millions des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale, atténuée par le repli de 4.335 millions de ceux des banques de dépôt. S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un repli de 80.207 millions avec un solde net de 309.232 millions, contre 389.439 millions un an plus tôt, en raison principalement de la progression des engagements au titre des autres investissements, en particulier les prêts et les crédits commerciaux.

Il ressort de ce qui précède, et au regard des évolutions passées, un caractère structurel du déficit du compte courant du Togo. Afin de résorber les déséquilibres extérieurs du Togo, des recommandations de mesures de politiques économiques sont formulées à l'endroit des autorités nationales : la poursuite des programmes et projets d'aménagement et de réhabilitation des terres agricoles, pour accroître la production des cultures vivrières en vue de limiter les importations des produits alimentaires, en particulier le riz ; l'amélioration de la production des cultures de rente, en particulier le café et le cacao, par des actions urgentes et volontaires de reboi-

sement des zones de production, la poursuite de la mobilisation des producteurs, la mise en place de crédits spécifiques aux producteurs, et le renforcement de l'appui-conseil aux producteurs ; la poursuite du renouvellement des outils de production dans les industries manufacturières et extractives ; la poursuite de la promotion touristique au Togo, par l'amélioration de la capacité d'accueil dans les principales agglomérations ainsi que la réhabilitation et l'extension des sites touristiques ; la poursuite des efforts de mobilisation suffisante des ressources extérieures (dons et emprunts).

« Des mesures urgentes doivent être prises », a renchéri, à juste titre, le Directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des finances, Kossi Tofio. Lesquelles actions passent notamment par la levée des contraintes qui entravent le dynamisme et la compétitivité du secteur privé des pays de l'Union. Et il ajoute : « en vue d'inverser cette tendance déficitaire de la balance des transactions courantes, il y a lieu d'approfondir la réflexion sur les perspectives et les actions à mettre en œuvre. Une des pistes de solutions qui a été proposée au cours de l'édition 2016 de la journée de diffusion des comptes extérieurs était de réduire les importations des produits de consommation, à travers la promotion de la consommation des biens locaux. Pour ce faire, les acteurs du secteur privé devraient améliorer la qualité de leurs productions et les adapter aux exigences du marché local ».

Il faut rappeler que les questionnaires relatifs à la balance des paiements au titre de l'année 2016 sont actuellement renseignés par un échantillon d'acteurs de la vie économique nationale.

Des résultats visiblement en progression d'une campagne à l'autre

La société cotonnière veut passer de 108 000 à 160 000 tonnes

Jean AFOLABI

La Nouvelle société cotonnière du Togo (Nsct, mixte) a lancé, hier jeudi matin à Kara (nord du pays), sa campagne 2017-2018 sur une note d'autosatisfaction. Elle annonce une production de 108 000 tonnes de coton-graine, en hausse de 33% par rapport à la campagne précédente. Et compte même atteindre 160 000 tonnes la campagne qui suit. Selon son directeur général, Nana Namfamé, à l'ouverture de la réunion de concertation qui tient lieu de préparation et de lancement de la campagne de production cotonnière 2017/2018 : « Au titre de la campagne 2016/2017, nous avons pu réaliser une superficie de 129 000 hectares pour un objectif de 136 000, contre 112 442 hectares au cours de la campagne précédente. La production obtenue est de 108 000 tonnes de coton-graine, soit 104% par rapport aux prévisions de récolte et contre 81 000 tonnes la campagne précédente, soit un taux d'accroissement de 33%. Le rendement moyen au champ est de 839 kilogramme à l'hectare (kg/ha), pour un objectif de 1 000 et contre une réalisation de 721 kg/ha en 2015/2016, soit un taux d'accroissement de 16% ».

Il poursuit : « Au niveau des achats, des évacuations et de l'égrenage, nous avons pu démarrer tôt le 08 octobre 2016 et gérer les opérations à un rythme de 508 tonnes égrenées par jour contre 480 tonnes la campagne précédente, afin de débarrasser

au plus vite les producteurs de leur coton, et leur assurer dans un délai d'une semaine en moyenne leurs revenus coton. S'agissant de la commercialisation des produits issus de l'égrenage, les 44 210 tonnes de fibres produites ont été totalement vendues, à un prix moyen de 944 FCFA le kilogramme ».

« Ces quelques résultats qui concrétisent les performances de la campagne 2016/2017 sont le fruit d'un travail d'équipe et de recherche de synergie avec les producteurs, qui doivent se renforcer », a souligné Nana Namfamé, qui voit plus loin que la lisière actuelle des champs d'exploitation de coton. « La nouvelle campagne s'annonce avec ses attentes et ses défis. Pour nous préparer à les relever, nous devons, au cours de nos présentes assises, nous efforcer de faire une évaluation honnête et rigoureuse de la campagne 2016/2017, d'en analyser les résultats, afin de prendre les options devant concourir à la réalisation de l'objectif de 160 000 tonnes de coton-graine en 2017/2018, avec un rendement au champ de 1 000 kg/ha ».

Il affirme que c'est dans cette perspective qu'ils se sont organisés, en collaboration avec la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (Fngpc) pour conduire une vaste campagne de remobilisation des paysans pour la culture cotonnière. « Cette remobilisation nous a amenés à animer de grandes réunions dans 178 différents lieux

et rencontrer des producteurs de 2 834 groupements sur les 3 000 que compte le pays, en présence des chefs de canton et de village. Elle a connu la participation de toutes les structures régionales relevant du ministère de l'Agriculture, des préfets et de personnes ressources... ».

Un mécanisme de fixation a porté le prix initial du kilogramme de coton-graine à 240 F CFA/kg pour la nouvelle campagne, contre 230 F CFA la campagne précédente.

La production cotonnière du Togo a évolué en dents de scie voire en stagnation ces dernières années autour de 80 000 tonnes en 2011/2012 et 2015/2016, après le niveau de 114 000 tonnes en 2013/2014. A terme, le pays vise la production de 200 000 tonnes à l'horizon 2022. Il mise en cela sur les superficies, le rendement au champ et la mobilisation lancée début avril pour 200 000 nouveaux producteurs en plus des 250 000 déjà existants. Et sur l'équipement de production qui compte actuellement quatre usines, dont la grande (40 000 tonnes) est à Talo, à Atakpamé. « Tous mobilisés pour une augmentation et une optimisation accélérées de la production cotonnière à partir de 2017/2018 », tel est le thème de la réunion de concertation de la filière à Kara. Pour le ministre de l'Agriculture, « cette ambition commande de nous le double sursaut d'une production quantitativement élevée tout en s'assurant de l'amélioration du niveau des rendements au champ ».

En glissement annuel, au 31 décembre 2016

Les dépôts et les crédits dans les microfinances en hausse de 12,9% et 21,9% au Togo

Afin décembre 2016, le nombre d'institutions de microfinance dans l'UMOA — Union monétaire ouest africain — s'est établi à sept cent deux (702). L'accès des populations aux services financiers offerts s'est élargi. Le nombre de bénéficiaires des prestations de ces institutions est ressorti à près de 12,73 millions à fin décembre 2016 contre 12,0 millions à fin décembre 2015. Selon la Direction de la microfinance et de l'inclusion financière de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), l'analyse des indicateurs d'intermédiation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) de l'UMOA laisse apparaître une évolution relativement positive. A fin décembre 2016, le montant des dépôts collectés s'est établi à 1.079,1 milliards de FCFA contre 933,2 milliards de FCFA une année auparavant, soit une hausse

de 15,6%

Par pays, les dépôts ont enregistré une hausse en Côte d'Ivoire (+28,4%), au Mali (+27,6%), au Sénégal (+13,8%), au Togo (+12,9%), au Burkina (+9,9%), au Bénin (+7,4%) et au Niger (+4,2%). En revanche, une baisse a été notée en Guinée-Bissau (-46,1%). Le montant moyen des dépôts par membre s'est établi à 84.831 FCFA à fin décembre 2016 contre 77.510 FCFA un an plus tôt. Pour l'ensemble des SFD de l'UMOA, le total des dépôts collectés représente 6,4% du total des dépôts détenus par les établissements de crédit de l'Union contre 5,7% à fin décembre 2015.

S'agissant de l'encours des crédits des SFD de l'Union, il a progressé de 18,6% par rapport à son niveau de fin décembre 2015, pour ressortir à 1.072,6 milliards de FCFA à fin décembre 2016. Les

hausse enregistrées ressortent à 51,9% en Côte d'Ivoire, 50,6% en Guinée-Bissau, 35,8% au Mali, 22,0% au Burkina Faso, 21,9% au Togo, 7,0% au Sénégal et 4,3% au Bénin. En revanche, une baisse de 24,2% a été enregistrée au Niger. L'encours moyen des prêts par membre a progressé, en ressortant à 84.319 FCFA à fin décembre 2016 contre 75.132 FCFA à fin décembre 2015.

Pour l'ensemble du secteur, l'encours des crédits représente 6,4% des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union contre 6,7% à fin décembre 2015. Au titre des SFD en difficulté, à fin décembre 2016, quatorze (14) institutions de microfinance demeuraient sous administration provisoire, dont trois (3) au Bénin, trois (3) au Mali, trois (3) au Sénégal, deux (2) en Guinée-Bissau, une (1) au Burkina, une (1) en Côte d'Ivoire et une (1) au Togo.

FOOTBALL/NECROLOGIE

Essoyaba Boukpassi s'en est allé

Le président de l'AS Togo Port, Essoyaba Boukpassi est décédé jeudi, a-t-on appris auprès du club qui s'apprête à célébrer son titre de champion de première division, saison 2016-2017 dans quelques jours.

Hervé A.

Homme politique (Parti Unir) et Directeur Administratif et Financier au Port Autonome de Lomé, Essoyaba Boukpassi est bien plus connu dans le football. Ancien vice-président de la FTF dans le Bureau Exécutif de Rock Gnassingbé, il avait décidé en 2010 de se présenter face à Gabriel Améyi, qui l'avait battu.

Malgré ses ennuis de santé depuis quelques années, Essoyaba Boukpassi ne manquait pas les grandes assises du football togolais. Il a activement participé en janvier et février 2016, aux congrès d'adoption des statuts et électif de la FTF qui a vu l'élection du Lieutenant Colonel Guy Akpovy.

"Le peuple Togolais veut voir le ballon circuler sur le gazon. Nous ne devons plus laisser nos stades aux moisissures. Si vous voyez dans ce pays, il n'y a que le football qui rassemble les Togolais", a-t-il conseillé au moment



Feu Essoyaba Boukpassi

des tensions.

"La disparition du président BOUKPASSI Essoyaba crée un vide qui sera difficile à combler, tant cet acteur de premier plan

au sein de la famille du football togolais, a passé son temps à colmater les brèches dans les moments difficiles qu'a connus notre football", a indiqué la FTF

dans un communiqué avant de présenter ses vives condoléances à l'AS Togo Port ainsi qu'à la famille du disparu.

COUPE DES CONFEDERATIONS

Le Cameroun sans Choupo, Njie, ni Nkoulou

Le sélectionneur du Cameroun, Hugo Broos, a dévoilé mercredi une pré-sélection de 30 Lions Indomptables pour la Coupe des Confédérations et le match face au Maroc. Parmi les absents notables figurent Eric-Maxim Choupo-Moting, blessé, le Marseillais Clinton Njie et Nicolas Nkoulou, toujours en retrait. Parmi les déserteurs de la CAN 2017, le gardien André Onana signe en revanche son retour.

En prévision de la première journée des éliminatoires de la CAN 2019 contre le Maroc et de la Coupe des Confédérations qui débute le 17 juin en Russie, le sélectionneur du Cameroun, Hugo Broos, vient de dévoiler une pré-sélection de 30 joueurs. Le technicien belge s'appuie sur le groupe sacré au Gabon en février dernier et se passe toujours d'Henri

Bedimo et Aurélien Chedjou. Toujours en défense, le Lyonnais Nicolas Nkoulou reste quant à lui en retrait de la sélection. Autre absent, Clinton Njie, qui paie son manque de temps de jeu à l'OM.

Parmi les déserteurs pour la CAN, le gardien André Onana, auteur d'une saison très solide avec l'Ajax Amsterdam, effectue son retour. Alors qu'il avait été

rappelé en mars, Eric-Maxim Choupo-Moting, actuellement blessé, manque en revanche à l'appel. Au milieu de terrain, le Marseillais André Franck Zambo Anguissa et le méconnu Olivier Boumal, seront de la partie.

Pays-hôte de la prochaine CAN, le Cameroun est évidemment automatiquement qualifié pour la compétition et disputera

donc un match sans enjeu face au Maroc. A noter que dans son communiqué, la Fédération ne mentionne pas le match amical prévu face à la Colombie le 13 juin à Madrid en Espagne. Durant la Coupe des Confédérations, le champion d'Afrique se frottera ensuite au Chili, à l'Australie et à l'Allemagne dans le groupe B.

Krépin Diatta parmi les 10 pépites attendues

L'international junior Krépin Diatta devrait faire partie des joueurs les plus brillants de la Coupe du monde des moins de 20 ans (U20), qui démarre samedi en Corée du Sud, selon l'hebdomadaire France Football.

Diatta, ancien pensionnaire d'Oslo FC de Dakar transféré au Sarsborg (Norvège) et élu deux fois meilleur joueur de la CAN 2012 en Zambie, a la capacité d'influer sur le destin d'un match, affirme ce journal. Déjà, lors des matchs de préparation de la Coupe du monde des U20, contre le Kenya et la Gambie, le footballeur sénégalais a prouvé qu'il pouvait porter son équipe au niveau du jeu.

Selon France Football, le jeune footballeur, qui était très surveillé par les recruteurs, ne doit pas durer en Europe du Nord pour montrer "sa dextérité balle au pied".

Un autre Africain, l'attaquant zambien Patson Daka, champion d'Afrique en mars et vainqueur de la Youth League avec les Red Bulls de Salzburg (Autriche), contre le Benfica de Lisbonne, devrait faire partie du 10 majeur attendu de la Coupe du monde des U20, selon le journal français.

MVP de la CAN des moins de 20 ans, Daka a enchaîné avec une épopée prolifique en Youth League. Il avait inscrit le but de la qualification en demi-finales face au Barça.

La Guinée et l'Afrique du Sud vont représenter le continent africain au Mondial junior, aux côtés du Sénégal et de la Zambie.

Swansea repense à Gomis...

Depuis son arrivée en prêt à l'Olympique de Marseille l'été dernier, Bafétimbi Gomis n'a jamais caché son envie de se projeter sur le long terme au sein du club phocéen. Auteur d'une saison solide avec 19 buts en Ligue 1, le joueur de 31 ans a totalement relancé sa carrière. Au point de faire douter l'équipe à laquelle il appartient, Swansea.

Les Swans pourraient garder Gomis Indésirable du côté de la formation galloise après deux années très moyennes (17 buts en 71 apparitions toutes compétitions confondues), Gomis n'entraîne plus dans les plans de cette équipe l'été dernier. Mais depuis, les choses ont changé avec notamment la nomination sur le banc de Paul Clement. Connaissant bien la Ligue 1, l'ancien adjoint de Carlo Ancelotti a été impressionné par le buteur.

"Aux dernières nouvelles, il voulait rester où il est, mais maintenant que notre maintien en Premier League est assuré, revenir et jouer ici pourrait être une proposition attractive pour lui. Bafé est un de nos joueurs prêts à qui je n'ai pas parlé. Mais son retour reste une possibilité", a fait savoir le technicien anglais devant les médias.

Une stratégie pour faire grimper les enchères ? Il y a deux façons d'analyser cette sortie publique. Soit Clement compte réellement sur Gomis pour l'an prochain, il faut reconnaître que l'attaque des Swans n'est pas la plus performante d'Angleterre avec Fernando Llorente (14 buts) comme meilleur buteur. Soit le coach de 50 ans utilise cette tactique pour ne pas brader un élément sous contrat jusqu'en juin 2018.

Une grosse enveloppe pour le mercato du PSG !

Déterminé à atteindre ses objectifs, le club de la capitale va investir massivement lors du prochain mercato d'été. PSG : une grosse enveloppe déjà prête pour le mercato ! Nasser Al-Khelaifi va sortir le chéquier cet été.

Plus que jamais, le Paris Saint-Germain sera l'un des principaux acteurs du mercato d'été. Après un exercice 2016-2017 marqué par un fiasco en 8es de finale de la Ligue des Champions face au FC Barcelone (4-0, 1-6) et par la perte du titre en Ligue 1 au profit de l'AS Monaco, un vrai renouvellement de l'effectif francilien sera attendu.

Alors que des investissements conséquents ont déjà été réalisés l'hiver dernier avec les arrivées de Julian Draxler et de Gonçalo Guedes (72 millions d'euros au total), le PSG a l'intention de frapper encore plus fort lors de la prochaine période des transferts. Une enveloppe entre 150 et 200 M€ ! Ainsi, selon les informations du quotidien régional Le Parisien, le club de la capitale disposera d'une enveloppe comprise entre 150 et 200 millions d'euros pour recruter cet été !

Une somme colossale, qui devrait permettre au PSG de faire le forcing sur sa piste prioritaire en attaque : le buteur d'Arsenal Alexis Sanchez. Pour pouvoir se permettre un tel investissement, Paris compte récupérer 30 millions d'euros avec la vente de certains éléments.

TENNIS

Maria Sharapova invitée au Tournoi de Birmingham

Suspendue quinze mois pour dopage suite à son contrôle positif au meldonium pendant l'Open d'Australie 2016, Maria Sharapova n'a pas été invitée aux prochains Internationaux de France, à Roland-Garros (28 mai - 11 juin). En revanche, elle débute sa saison sur gazon le 19 juin prochain, à Birmingham, où elle a été sacrée à deux reprises (2004, 2005).

Selon The Times, la Russe (21e mondiale) bénéficiera en effet d'une des quatre wild cards accordées par les organisateurs du tournoi britannique, et intégrera directement le tableau final.

"Nous n'avons pas pris cette dé-

cision à la légère, et nous avons conscience que tout le monde ne sera pas d'accord avec ce choix, a indiqué le patron de la Fédération britannique de tennis, Michael Downey. Mais Maria a purgé sa suspension, et rejoue actuellement un tennis de qualité. Nous voulons donner une chance aux fans britanniques de la voir évoluer à Birmingham."

Maria Sharapova ne disputera pas Roland-Garros cette année, ainsi en a décidé la Fédération française de tennis. Mais la Russe promet que cela ne remet pas en cause sa volonté de revenir au plus haut niveau.



Etalé jusqu'en 2020

Le nouveau cadre de partenariat Banque mondiale-Togo approuvé

Late Pater

En prévoyant de doubler l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) et la porter à plus de 350 millions de dollars sur une période de quatre ans, de juillet 2016 à juin 2020, le nouveau cadre de partenariat du Groupe de la Banque mondiale avec le Togo – examiné le 16 mai 2017 par le Conseil des administrateurs de la Banque – détaille la stratégie envisagée pour aider le pays à installer une croissance plus inclusive et durable tirée par un secteur privé plus dynamique et des politiques, des investissements et des services publics plus efficaces. Depuis le réengagement de l'IDA au Togo en 2008, il s'agit de la première stratégie de moyen terme élaborée par l'institution pour le Togo.

«Nous sommes heureux que le Conseil des administrateurs ait validé ce nouveau cadre de partenariat avec le Togo qui, depuis 2008, s'emploie à rattraper le retard pris pendant les 15 années de désengagement des bailleurs de fonds», souligne Pierre Laporte, directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Togo. Une satisfaction partagée par Vera Songwe, directrice régionale de l'IFC pour l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale : «élaborer une stratégie conjointe permet au Togo de bénéficier de la gamme complète des produits et services du Groupe de la Banque

mondiale et garantit la complémentarité de nos interventions dans le secteur public et le secteur privé».

Le diagnostic systématique conduit par le Groupe de la Banque mondiale au Togo en 2016 a identifié la faiblesse de la gouvernance comme principal frein à une croissance plus robuste, inclusive et durable et à la hausse du PIB par habitant. A 55%, le taux de pauvreté reste élevé, malgré un recul observé depuis 2011, où il était de 61%. Des réformes de la gouvernance visant à induire une trajectoire de croissance plus inclusive, tirée par l'activité privée, sont indispensables pour bâtir une économie plus productive, qui crée plus d'emplois et met en place un cercle vertueux où la hausse des revenus et des ressources budgétaires et l'aptitude accrue à financer des services publics améliorent le bien-être d'une population en plein essor. Parmi les principales réformes de gouvernance indispensables pour garantir une distribution plus équitable et transparente des ressources figurent le renforcement de la responsabilité vis-à-vis des citoyens et des institutions indépendantes plus fortes à tous les niveaux. D'autres défis doivent être relevés, comme la faible qualité des services de santé, qui pénalise les pauvres de manière disproportionnée, et des risques significatifs induits par les politiques macro-budgétaires, sans oublier la dégradation de l'environ-



Pierre Laporte, Directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Togo

nement provoquée par le changement climatique.

La gouvernance est le thème fondamental et transversal de la nouvelle stratégie du Groupe de la Banque mondiale, avec le renforcement des institutions et la responsabilité comme deux grands objectifs inscrits dans les trois principaux domaines d'intervention : (i) la performance du secteur privé et la création d'emplois ; (ii) des services publics inclusifs ; et (iii) la durabilité et la résilience de l'environnement.

Dans le cadre du premier domaine d'intervention, qui cherche à renforcer la performance du secteur privé et la création d'emplois, la Banque aidera les autorités à améliorer la politique budgétaire et la gestion de la dette, à travers notamment une nouvelle série d'opérations à l'appui des politiques de développement (appuis budgétaires) ; ces opérations vont soutenir les réfor-

mes sur les politiques et l'administration fiscales, la gestion des investissements publics et la gouvernance dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Par ailleurs, une assistance technique et des investissements viendront en appui aux réformes budgétaires et réglementaires et aux investissements destinés à renforcer le secteur privé formel et la productivité agricole, l'accès aux marchés et les chaînes de valeur, mais également à améliorer la qualité des services d'infrastructure économique (énergie, télécommunications et logistique) et à promouvoir le renforcement des compétences et les débouchés professionnels.

La Société financière internationale (IFI), l'organe du Groupe de la Banque mondiale qui soutient le développement du secteur privé, privilégiera ce domaine d'intervention pour renforcer ses investisse-

ments et ses services de conseil en appui au commerce et aux partenariats public-privé, mais aussi pour promouvoir les investissements privés dans les infrastructures, l'agro-industrie, les industries manufacturières, les services, le secteur financier et le développement des petites et moyennes entreprises. IFC et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) – un autre organe du Groupe de la Banque mondiale promouvant les investissements directs étrangers dans les pays en développement – s'attacheront à exploiter le guichet de l'IDA pour le secteur privé afin d'atténuer les risques liés aux possibilités d'investissement et d'attirer des partenaires privés dans les secteurs clés de l'économie, notamment l'agriculture, l'énergie, les télécommunications et le transport.

Le deuxième domaine d'intervention, axé sur la promotion de services publics inclusifs, propose des interventions visant le renforcement des systèmes de santé, des services d'infrastructure de base (communautés locales et municipalités) et des filets sociaux pour les plus vulnérables. «Ces opérations visent à donner plus de pouvoir aux autorités et communautés locales en développant leurs capacités à planifier, hiérarchiser et déployer des services essentiels», explique Joëlle Businger, représentante résidente de la Banque mondiale au Togo et responsable de l'équipe en charge

de l'élaboration du cadre de partenariat. «Le fait de leur donner les outils et les moyens nécessaires pour améliorer leurs villes et leurs communautés aura un impact direct sur leur vie quotidienne», ajoute-t-elle.

Avec le troisième domaine d'intervention, le Groupe de la Banque mondiale aidera le Togo à améliorer la gestion de ses ressources naturelles productives, renforcer la résilience écologique et optimiser son adaptation au changement climatique. Il s'agira d'aider les communautés urbaines et rurales à s'adapter à la variabilité climatique, modifier leurs pratiques agricoles et améliorer leur anticipation des catastrophes naturelles et d'autres risques induits par l'homme, ainsi que les politiques et les infrastructures permettant d'endiguer l'érosion du littoral.

Le Togo bénéficiera de la 18^e reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-18), qui accroît le soutien aux États fragiles afin d'augmenter les financements concessionnels et de promouvoir des solutions conjointes entre l'IDA, IFC et la MIGA. L'accent mis sur la pauvreté dans les allocations fondées sur la performance au titre d'IDA-18 a également conduit au doublement des ressources de l'IDA destinées au Togo, avec plus de 230 millions de dollars affectés pour la période 2018-20. Lorsque l'on combine cela avec les 113 mil-

(suite à la page 7)



LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE



Tranche Commune Entente 2017

ETOLE ROUGE DE COTONOU-BENIN

grattez ici et gagnez jusqu'à 500.000 FCFA

NUL SI DÉCOUVERT

0-00000-000

Nouveau Concept

TRANCHE COMMUNE ENTENTE 2017

Avec 200 f cfa

✓ Gagne jusqu'à 500.000 FCFA au grattage.

✓ Découvre trois fois le symbole "Avion" et remporte un séjour au Bénin, pour participer au Tirage Régional et gagner automatiquement de 1.000.000 FCFA à 10.000.000 FCFA

✓ Tickets non gagnants au grattage à conserver pour le tirage des lots intermédiaires allant de 5.000 FCFA à 100.000 FCFA.

Avec LONATO, jouez petit et gagnez Gros

Kotré Komo Fabrice

Symbole de l'entreprenariat jeune à Kara

Etonam Sossou

Kotré Komo Fabrice, est l'un des lauréats de la première édition du prix «meilleur jeune entrepreneur»,



Kotré Komo Fabrice recevant le chèque des mains de la ministre Victoire Dogbé

organisée en 2016 par le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, à travers le FAIEJ (Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes) et le PRADEB (Programme d'Appui

au Développement à la Base). Ce jeune Promoteur de l'auto-école « le Défi » à Kara, a reçu le 12 mai, un chèque d'une valeur de 500.000 (cinq cent mille) FCFA.

«C'était très difficile au début. Mais avec courage et persévérance je fais partie aujourd'hui des meilleurs entrepreneurs du Togo. Ce qui m'a d'ailleurs valu ce prix», a déclaré, le visage sou-

riant, le jeune lauréat, après réception de son prix des mains de la ministre en charge de l'emploi des jeunes, Mme Victoire Tomégah-Dogbé.

Titulaire d'une Maîtrise en Comptabilité, il en est arrivé là grâce à un financement du Pradeb, estimé à 2.300.000 (deux millions trois cent mille) FCFA. Il achète un nouveau véhicule et d'autres matériels. Aujourd'hui, l'auto-école tourne à plein temps et engrange un chiffre d'affaires moyen mensuel de 300.000 (trois cent mille) FCFA en temps creux et jusqu'à 800.000 (huit cent mille) FCFA en période de forte demande. Il possède également une structure de lavage-auto et compte s'installer dans toutes les villes de la partie septentrionale.

Il élabore deux nouveaux projets avec lesquels il compte devenir le premier «meilleur jeune entrepreneur» togolais.

Atteinte des ODD

Le Togo mise sur la gouvernance et l'administration publique

Etonam Sossou

Après les ministres, c'est le tour des Directeurs de cabinet, des Secrétaires généraux, des experts, hauts fonctionnaires de l'Etat, de la société civile et du secteur privé, de participer le 17 mai, à Lomé, au séminaire gouvernemental sur la transformation de la gouvernance et l'administration publique pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Ce séminaire est initié pour asseoir les bases d'une gouvernance transformationnelle pour l'atteinte des objectifs de développement durable au Togo. Aussi, le gouvernement veut-il améliorer la prise de conscience, l'appropriation des éléments du leadership transformationnel dans la prise de décision du changement souhaité dans le contexte de mise en œuvre des ODD au Togo. «L'objectif poursuivi à travers le séminaire est de voir comment nous allons organiser les institutions, l'administration, les services et développer les compétences des hommes et des femmes qui les animent, pour qu'ils soient en adéquation avec



Le ministre Gilbert Bawara (micro) à l'ouverture du séminaire

la vision et les priorités des ODD», a affirmé le Ministre de la fonction publique, Gilbert Bawara.

L'absence de capacités performantes a été pour le Togo, une contrainte importante à l'atteinte des ODD. Le gouvernement s'est alors engagé dans un processus qui a abouti à l'élaboration du Programme national de renforcement des capacités et de modernisation de l'Etat pour le développement durable. Aussi, la Scape a-t-elle révélé des contraintes majeures et des tendances lourdes qui peuvent compromettre les résultats attendus par le Programme national de développement PND en cours d'élaboration. Cette

réunion de deux jours sert de plateforme aux participants de proposer à partir des enseignements tirés de la Scape, des orientations au regard des nouveaux défis, les enjeux et les opportunités en rapport avec le développement durable et l'émergence du Togo. «Il s'agit de s'assurer que les femmes et les hommes qui sont à l'intérieur des administrations et des services publics travaillent convenablement en termes de rentabilité, de performance, de productivité afin d'atteindre les objectifs de développement et de satisfaire les usagers des services publics.», a précisé le Ministre de la Fonction Publique.

Réformes dans le secteur de l'Artisanat

Les nouveaux textes visités par les préfets

Le gouvernement poursuit son processus de vulgarisation des nouveaux textes régissant l'artisanat au Togo, pour une réforme des chambres de métiers. Dans ce cadre, une rencontre d'échanges à l'intention des préfets des régions Centrale, de la Kara et des Savanes sur le processus électoral des chambres de métiers a eu lieu à Kara le 13 mai. Présidée par la ministre en charge de l'Artisanat, Mme Victoire Tomégah-Dogbé, elle a fourni des informations aux participants sur les différentes réformes apportées pour l'amélioration, l'organisation et le fonctionnement des chambres de métiers ; sensibilisé les préfets sur le processus électoral des chambres

de métiers ; outillé les participants pour relayer et conduire le processus dans les préfectures du Togo ; défini une feuille de route pour les élections dans les préfectures et régions.

L'objectif du ministère en charge de l'artisanat en initiant cet atelier est d'amener les participants à s'approprier les nouveaux textes afin de participer pleinement au processus de renouvellement des organes des chambres de métiers.

Cette rencontre fait suite à celle de Notsè à l'intention des préfets des régions Maritime et des Plateaux, et à un atelier d'échanges à l'endroit des acteurs du secteur, visant à évaluer les effets/impacts

des différentes actions entreprises pour le développement de l'artisanat au Togo.

L'artisanat togolais couvre environ 18% du PIB. Il se présente aujourd'hui comme un excellent créneau porteur eu égard aux immenses potentialités qu'il renferme en termes de création d'emplois, de valorisation de produits locaux, de génération de revenus et partant, de contribution à la lutte contre la pauvreté.

Il est aujourd'hui doté de trois textes à savoir : la politique nationale de développement de l'artisanat, la loi portant code de l'artisanat au Togo et la loi portant organisation des chambres régionales des métiers.

Etalé jusqu'en 2020

Le nouveau cadre de partenariat Banque mondiale-Togo approuvé

(suite de la page 6)

lions de dollars de financement de l'IDA approuvés en 2017, les ressources provenant de l'enveloppe régionale de l'IDA, le montant total des dons et crédits de l'IDA s'élève à plus de 350 millions de dollars pour la période couverte par la nouvelle stratégie. Des ressources supplémentaires seront également mobilisées à travers les fonds fiduciaires. Le nouveau cadre de partenariat va poursuivre l'appui à la mise en œuvre de projets et programmes déjà en cours, et propose huit nouvelles opérations dans les secteurs de l'énergie, la compétitivité et le développement des capacités, les infrastructures urbaines, les services logistiques, la santé, les ser-

vices publics, la gestion des côtes et la gestion intégrée des catastrophes et des terres. Outre les opérations d'investissements, un certain nombre d'études analytiques et de services de conseil sont envisagés, notamment sur les questions suivantes : partenariats public-privé ; cadre fiscal ; stratégie de gestion de la dette ; évaluation de la politique foncière ; sources de croissance et de compétitivité ; évaluation des inégalités hommes-femmes ; services décentralisés ; et cadre stratégique pour l'économie bleue.

Il faut rappeler que l'Association internationale de développement, une institution de la Banque mondiale fondée en 1960, accorde des dons et des crédits sans intérêts aux pays les

plus pauvres afin de les aider à mettre en œuvre des projets et des programmes qui stimulent la croissance économique, contribuent à la réduction de la pauvreté et améliorent les conditions de vie des pauvres. L'IDA est l'un des principaux bailleurs d'aide aux 77 pays les plus déshérités du monde, dont 39 se trouvent en Afrique. Les ressources de l'IDA bénéficient concrètement à 1,3 milliard de personnes. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités dans 112 pays. Le volume annuel de ses engagements a représenté en moyenne 19 milliards de dollars au cours des trois dernières années, 50% de ce montant environ étant destiné à l'Afrique.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N° 1373 DE LOTO BENZ DU 10 Mai 2017

Le tirage de LOTO BENZ de ce mercredi 17 Mai 2017 porte le N° 1374.

Lors du précédent tirage, c'est à KARA et à LOME que des gagnants de gros lots ont été enregistrés.

Ainsi, à LOME, nous avons enregistré un lot de 1.000.000F CFA, remporté sur le point de vente 90334.

A KARA, c'est un gros lot de 1.500.000F CFA qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance auprès de l'opérateur 10030.

La Tranche Commune Entente est de retour, cette année avec un nouveau concept.

Achète à 200F CFA ton ticket, tu gagnes un ticket gratuit. Si tu découvres trois fois un montant, tu gagnes immédiatement ce montant. Tu peux gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Cette année, gagne un voyage par avion et un séjour au Bénin en découvrant trois fois le symbole avion sur ton ticket.

Au Bénin, deviens automatiquement millionnaire en tirant toi-même, ton gain parmi les lots allant de 1.000.000F CFA mis en jeu pour le grand tirage régional.

En plus, conserve tes tickets non gagnants au grattage, pour participer au tirage de lots intermédiaires où plusieurs milliers de lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA, leur sont réservés!

Avec la TCE 2017, toutes les chances sont de ton côté!

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1374 de LOTO BENZ du 17 Mai 2017

Numéro de base

21 11 35 26 31

TOGO CELLULAIRE



Comment
retrouver
mes
contacts



**mon
repertoire**
en sécurité

LA SOLUTION

**EN CAS DE VOL OU PERTE
DE VOTRE MOBILE**



Le nouveau service qui vous permet de sauvegarder votre répertoire SIM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015